

Le cessez-le-feu, ce n'est pas la paix



Partager



LEÏLA SHAHID Ancienne ambassadrice de Palestine auprès de l'Union européenne

Pour Leïla Shahid, les attaques menées contre la jeunesse ont réuni le peuple palestinien. L'ex-ambassadrice analyse la crise de légitimité des autorités palestiniennes et dénonce l'impunité accordée à Israël. Entretien.

Observatrice attentive des événements du Proche-Orient, Leïla Shahid met en garde contre une nouvelle explosion de colère si la nouvelle génération de Palestiniens n'obtient rien, ne serait-ce que le droit à la justice.

Comment analysez-vous les événements de ces dernières semaines et l'annonce d'un cessez-le-feu ?

LEÏLA SHAHID Je me félicite d'un cessez-le-feu qui va sauver des vies à Gaza, à Jérusalem, en Cisjordanie mais aussi en Israël. Même si la disproportion est énorme entre les quelque 250 morts, dont 66 enfants et 39 femmes (ainsi que 75 000 déplacés), à Gaza et les douze Israéliens, dont un enfant.

Mais je suis profondément attristée et même choquée que les médias – et je ne parle pas de *l'Humanité* – ne parlent des Palestiniens que lorsqu'ils meurent. Cela fait pratiquement quatre ans que personne ne parlait plus d'eux, comme s'ils étaient devenus des fantômes.

Je suis persuadée que Benyamin Netanyahu ayant échoué à former un gouvernement après la quatrième élection législative s'est dit que le meilleur moyen était de provoquer un incident. Au début, c'est lui qui a envoyé ses amis sionistes, nationalistes, racistes tabasser les jeunes Palestiniens aux cris de « *mort aux Arabes* » à la porte de Damas. Puis à l'esplanade des Mosquées la nuit du destin, la plus importante du mois du ramadan, où les amis de Ben Gvir, aujourd'hui membre de la Knesset, protégé par l'immunité parlementaire grâce à Netanyahu, ont sciemment provoqué les incidents avec les jeunes de Jérusalem. Et le lendemain, ils sont aussi allés défilés dans le quartier de Cheikh Jarrah. Le Hamas a profité de cet état des choses pour s'arroger le rôle de défenseur de Jérusalem et du Haram Al-Charif.

Les jeunes en ont ras le bol d'entendre l'Autorité palestinienne rabâcher le processus de paix, les négociations, les accords d'Oslo. Il n'y a plus d'accords d'Oslo signés il y a vingt-huit ans. Il faut que Mahmoud Abbas ait le courage de reconnaître cet échec. Les attaques menées contre ces jeunes ont réuni le peuple palestinien. La société palestinienne est une société de résistance. Elle a ses propres règles, ses propres perceptions du moment historique. Le cessez-le-feu ne signifie pas la paix. Mais cela permet de limiter le nombre de morts. Nous sommes un petit peuple mais nous avons le droit de vivre.

Comment jugez-vous l'attitude de ce qu'on appelle la « communauté internationale » ?

LEÏLA SHAHID Une des raisons de l'explosion de violences réside dans le fait que la jeunesse n'en peut plus de la lâcheté, de l'hypocrisie et de la complicité de ce qu'on appelle la communauté internationale. C'est une gifle pour les États arabes qui ont normalisé leurs relations avec Israël alors que tout ce qui les intéresse, c'est de s'opposer à l'Iran.

Il y a aussi l'Union européenne, très investie sur le plan financier mais absente sur le plan politique. Lorsque l'impunité est accordée à un État ou à une armée, c'est en soi producteur de violence et de destruction. Or, cette impunité est accordée à Israël depuis cinquante-quatre ans. Depuis le 5 juin 1967, cinq millions de personnes vivent sous occupation militaire.

Pour vaincre, il faut gagner l'opinion publique. D'où l'importance de la solidarité internationale. Je regrette d'ailleurs que les autorités françaises se soient crues obligées d'accuser les militants de la solidarité d'antisémitisme et d'empêcher la manifestation à Paris au moment où il y en a eu dans chaque capitale du monde.

La structure politique palestinienne n'est-elle pas en crise ?

LEÏLA SHAHID La crise palestinienne est très profonde. C'est celle de la légitimité de l'Autorité palestinienne (AP) issue de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il y a vingt-huit ans, elle avait promis que nous aurions, petit à petit, une souveraineté sur notre territoire et un État à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Nous en sommes plus loin que jamais. L'AP devait organiser des élections que le président Abbas a décidé d'annuler en disant qu'on n'avait pas la possibilité de les tenir à Jérusalem. On aurait pu faire ces élections sans demander la permission à l'occupant. S'il avait eu le courage de le faire, nous aurions eu un mouvement magnifique et non militaire. Nous aurions pu gagner une grande bataille politique, en particulier à Jérusalem. Nous aurions unifié les Palestiniens partout.

La situation israélo-palestinienne fonctionne en miroir. C'est parce que nous sommes affaiblis que le Hamas s'est renforcé. C'est parce qu'il n'arrive pas à former un gouvernement que Netanyahu déclenche les hostilités militaires à Gaza.

La crise de légitimité et les mauvaises décisions de l'Autorité palestinienne ont permis au Hamas de gagner le cœur des gens. Lorsqu'on est écrasé par une puissance militaire, humainement on a besoin d'une réponse similaire. Il y a un terrorisme d'État avec les avions israéliens. Et il y a un terrorisme qui fait qu'on envoie des roquettes sur des civils. Or, lorsque des civils israéliens sont tués on parle de terrorisme, jamais lorsque ce sont des civils palestiniens. On affirme que des terroristes ont été tués : les 66 enfants morts sont donc des terroristes ?

Et maintenant, qu'attendez-vous ?

LEÏLA SHAHID L'histoire n'a pas commencé il y a deux semaines, mais il y a cinquante-quatre ans avec l'occupation des territoires palestiniens par la force et la colonisation. Jérusalem-Est a été annexée de même que le plateau du Golan, la bande de Gaza est assiégée depuis plus de quatorze ans avec les conséquences terribles pour la population.

Le président Biden, un peu honteux de s'être opposé pendant dix jours à toute résolution du Conseil de sécurité, content d'avoir assuré le cessez-le-feu à travers l'Égypte, promet maintenant une aide très généreuse pour la reconstruction. Mais la question de Gaza et de la Palestine n'est pas seulement humanitaire. Nous vivons depuis cinquante-quatre ans une dépossession de notre droit à la liberté et à la souveraineté.

La réalité palestinienne s'est imposée. Mais s'ils reviennent au jargon du processus de paix, on n'ira nulle part. Ça va exploser de nouveau. Ceux nés après Oslo n'ont plus aucun espoir mais ils savent une chose : ils ont droit à la justice, à l'égalité des droits. En tant que citoyens du monde, ils considèrent que la lutte n'est plus confinée à ces territoires qu'on nous avait imposés à Oslo.

Pour se libérer de ce carcan, les Palestiniens mènent ce combat de manière pacifique, culturelle, politique. Cette façon d'internationaliser le combat renforce les Palestiniens. Et ça, ce n'est pas le processus de paix qu'on a connu pendant vingt-huit ans et qui nous imposait de patienter. Nous n'aurions jamais dû attendre autant. Nous aurions dû nous rendre compte plus rapidement qu'ils n'étaient pas sérieux à propos de la souveraineté, la liberté et l'État de Palestine. Nous ne pouvons pas être les seuls à respecter les accords alors que tous les premiers ministres israéliens depuis l'assassinat de Rabin ont lutté contre.

En Israël même, ce sont les jeunes colons que l'on a vu défiler dans les rues de Jérusalem et ailleurs aux cris de « mort aux Arabes ». Or, la plupart des démocrates israéliens ne veulent pas cela. Il y aura, je pense, une prise de conscience dans la société israélienne pour défendre leur propre démocratie. En 2021, il existe autant de Palestiniens que de juifs israéliens si l'on prend en compte Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem et Israël. Les Israéliens doivent comprendre qu'il faut donner des droits égaux aux deux parties. Il ne s'agit pas d'une guerre de religion. C'est une guerre coloniale, c'est une résistance anticoloniale. Nous continuerons cette nouvelle lutte avec tous nos amis israéliens anticolonialistes. Mais certainement pas dans les petits pas d'un processus de paix du type de celui que nous avons connu. Il faudra que cela se fasse de manière beaucoup plus saine dans la reconnaissance que les citoyens palestiniens doivent avoir les mêmes droits. Sous quelle forme ? On en discutera. Mais avant, il faut mettre fin à l'occupation.

